

# DES CHEMINS

a sonné. Ils peuvent exercer une influence dans des secteurs bourgeois et petits bourgeois de certaines villes.

Le grand point d'interrogation sont les paysans. On a beaucoup parlé dans la presse internationale de leur intervention aux côtés de Paz Estenssoro dans les luttes du mois d'octobre. En réalité, cette intervention s'est produite seulement dans des cas exceptionnels. A Sucre, où elle a pris les proportions les plus importantes, elle s'explique par le fait que dans cette ville rempart de la réaction, les étudiants suivaient la Phalange. Ailleurs, ce ne sont pas les milices paysannes qui luttèrent mais les milices mercenaires et les équipes de choc du MNR. En fait, les paysans restèrent en marge de la lutte (des minorités aidèrent les mineurs) et ils se trouvent mainte-

nant dans l'expectative. Bien sûr, ils constatent que les « terratenientes » ont relevé la tête et ils se méfient du nouveau régime. On ne peut pas, de toute façon, les considérer comme des partisans de la Junta : ils pourront dans le futur soit suivre un nouveau MNR soit s'allier à la gauche, si cette dernière est en condition de développer une politique claire, concrète et audacieuse.

Voilà en gros l'alignement des forces. On peut ajouter que tous s'efforcent d'exploiter au maximum la pause « démocratique » actuelle pour organiser ou réorganiser leurs forces respectives. Il s'agit en effet, d'une pause, d'une phase éminemment transitoire, même si on ne peut pas préciser des maintenant si elle va durer des semaines ou des mois.

## Vers de nouveaux affrontements

De premiers symptômes des conflits futurs se précisent déjà. Barrientos a posé la question, pour lui évidemment capitale, de la livraison de toutes les armes à l'armée. Quand il a visité les districts des mineurs, les représentants des syndicats lui ont répondu en présentant les revendications des travailleurs et en précisant explicitement que les armes ne seront pas livrées. Les mineurs ont dit à Siglo XX qu'ils tiennent à leur arme autant qu'à leur femme et à leurs enfants. Dans les campagnes, les éléments réactionnaires de la Phalange ont commencé à réclamer vigoureusement que les terres reviennent aux anciens maîtres (dans la région de Potosi) et sont même passés à l'action dans la région de Sud Yungas. La direction de la réforme agraire a éprouvé le besoin d'avertir dans la presse que les titres de la réforme sont toujours valables.

Il est clair que la situation actuelle ne peut pas se prolonger longtemps, qu'il y aura des développements, de nouvelles batailles dramatiques.

Les rapports de forces sont assez favorables aux forces révolutionnaires. Mais il y a un élément de faiblesse substantiel qui persiste. Si on s'interroge sur les raisons qui ont déterminé malgré la montée des masses, le succès du coup d'Etat préventif — qui incontestablement pour le moment — aindigé et interrompé le processus — ainsi que le fait que l'armée dans sa majorité reste intacte, sans parler de la passivité des paysans, il faut sans aucun doute signaler l'absence d'une direction générale en condition de fixer un objectif unificateur clair.

Si on considère, par exemple, la lutte dans l'Université de La Paz, on constate qu'elle n'avait en réalité aucun objectif précis en dehors d'une

protestation générale, véhémement, contre le régime du MNR. Même le combat de *Sora-Sora*, tellement significatif, n'avait d'autre but que la sonnerie avec les manifestants d'Oruro.

Cette carence de la direction persiste. Leclun s'avère plus centriste que jamais, le PC n'a pas de ligne et même le programme très avancé de la COB, élaboré sous l'influence trotskyste, reste théorique. Le POR, malgré ses liaisons très importantes et son influence certaine dans les secteurs décisifs, n'a pas encore la possibilité d'œuvrer comme une direction effective immédiate à l'échelle nationale.

Il est probable qu'un prolongement relatif de la situation actuelle favoriserait l'opération d'unification d'un nouveau MNR — quel que soit son nom —, ce qui impliquerait un nouveau cours droitier de Lechin, du PRIN et de la COB elle-même. Une pression conservatrice ou réactionnaire — par exemple le développement de la campagne de la Junta pour la livraison des armes ou des attaques généralisées des « terratenientes » contre les paysans — pourrait précipiter des choix graves, en poussant à la lutte non seulement les mineurs, mais des couches larges actuellement hésitantes.

La Bolivie pourrait être le foyer révolutionnaire principal d'Amérique Latine au cours des prochains mois. Une nouvelle brèche pourrait s'ouvrir dans le système du capitalisme impérialiste de ce continent qui ne cesse d'être en ébullition, malgré certains points marqués par la réaction, notamment au Brésil. Plus que jamais l'issue dépend, en dernière analyse, du rôle que saura jouer une direction révolutionnaire des masses boliviennes.

LIVIO MAITAN.

## EN U.R.S.S.

### Session du Soviet suprême

La première réunion du Soviet suprême depuis la chute de Khrouchtchev était attendue pour les indications qu'elle pouvait fournir sur la ligne de conduite de la nouvelle direction.

L'absence de Khrouchtchev, formellement encore membre de cet organisme, et l'approbation sans débats, en quelques minutes, du changement opéré à la direction du gouvernement le 14 octobre dernier montrent que le régime bureaucratique reste intact, que les plus importantes décisions prises d'en haut sont toujours ratifiées à l'unanimité.

Rien n'a témoigné à cette session qu'il y avait, dans le cadre du régime bureaucratique, un recul quelconque sur la voie de la « déstalinisation ».

Le budget pour l'année 1965 indique une diminution des dépenses militaires, diminution faible il est vrai mais qui a été accompagnée de propos qui semblent aller dans le sens d'un accord partiel plus ou moins tacite avec Washington sur ce point. Ce budget comporte aussi une tendance à accroître la production de biens de consommation plus que celle des biens de production. Des promesses ont été également faites en matière de construction de logements, qui avait été relativement négligée durant les trois dernières années.

La session du Soviet suprême a été marquée par de nombreuses observations et critiques sur l'état de l'agriculture. Dans une grande mesure, ces critiques visaient la politique passée de Khrouchtchev. Toutefois, on a entendu certains propos qui, pour la première fois, pourraient être interprétés comme visant plus généralement toute la politique passée et actuelle dans ce domaine.

La nouvelle direction a ouvertement critiqué certaines réformes administratives réalisées sous la direction de Khrouchtchev ; mais s'il a été question de revoir de fond en comble le système des Sovnarkhozes, aucune proposition positive n'a été faite ni aucune décision prise dans ce domaine.

L'indécision subsiste également en ce qui concerne les propositions formulées par

des économistes comme Trapeznikov, sur la « rentabilité » des entreprises. Il est vraisemblable que les hauts dirigeants soviétiques ne sont pas parvenus à des positions fermes sur les mesures à prendre pour essayer de résoudre les problèmes que pose actuellement l'économie soviétique. Après Khrouchtchev, et tout comme lui, ils songent avant tout à des réformes de type administratif, et nullement à ce qui, plus que jamais, est devenu la condition numéro 1 d'une nouvelle expansion économique, à savoir l'existence de la démocratie soviétique, d'une démocratie réelle.

Rien n'a été dit concernant les rapports sino-soviétiques. Toutefois, peu après cette session du Soviet Suprême, la Pravda annonce que la préconférence internationale, initialement prévue pour le 15 décembre, se tiendra le 1<sup>er</sup> mars 1965. Il faudra attendre quelque peu pour connaître la signification exacte de cette décision, qui laisse la porte ouverte à plusieurs possibilités. Ce peut être la reprise pure et simple du conflit avec les Chinois ; mais ce peut être aussi — et plus vraisemblablement — une façon de laisser passer la date du 15 décembre sans abandonner totalement l'idée d'une conférence qui aurait d'autres objectifs que celle décidée en juillet dernier, qui ne pouvait avoir d'autre sens que celui d'une scission avec les Chinois.

## EN ITALIE

# Grand débat sur l'unification socialiste

TROIS FAITS ont occupé une place prééminente dans la situation du mouvement ouvrier italien dans la période qui s'étend de la fin de novembre au courant de décembre : a) les élections municipales et provinciales ; b) le développement de la discussion sur le « parti unifié » à la suite de l'article d'Amendola ; c) les démonstrations lors de la visite de Tschombé.

Les élections provinciales du 22 novembre ont montré une nouvelle progression du P.C. italien à l'échelle nationale, par comparaison avec les élections de 1963, son pourcentage étant passé de 25,7 à 26 %, et de bons résultats du P.S.I.U.P., formé à la suite de la scission du Parti socialiste, qui a obtenu 2,9 % des voix.

Sur le plan des partis gouvernementaux, le P.S. italien est passé de 14,3 à 11,3 %, le Parti social-démocrate (P.S.D.I.) de 6,4 à 6,6 %, le Parti républicain de 1,3 à 1,2 %, et la démocratie chrétienne de 38,5 à 37,4 %.

La progression du P.C. est due principalement à de forts gains dans les « régions rouges » (Emilie et Toscane), dans quelques grandes villes comme Rome et dans les faubourg des grandes villes du Nord. Toutefois, dans le Sud, le P.C. a perdu des voix au profit du P.S.I.U.P. et du P.S., payant ainsi pour son ancienne politique de collaboration avec certains secteurs de la bourgeoisie.

### LA DISCUSSION SUR LE « PARTI UNIFIÉ »

Une discussion sur l'utilité d'un parti unifié de la classe ouvrière a été engagée par *Rinascita*, la revue théorique officielle du P.C., avec la participation de dirigeants du P.C., du P.S.I.U.P. et du P.S. Le débat connut un brusque tournant et suscita un intérêt brûlant dans de larges secteurs lorsque, en réponse à une lettre de Norberto Bobbio, professeur à l'Université de Turin, de tendance social-démocrate, Giorgio Amendola, membre du Secrétariat national du P.C., écrivit un article publié dans le numéro du 28 novembre.

Le parti unifié de la classe ouvrière, écrivit Amendola, devrait être un parti nouveau, capable d'élaborer une nouvelle politique et une nouvelle stratégie de la lutte pour le socialisme en Italie. « Aucune des deux solutions, dit-il, présentées à la classe ouvrière des pays capitalistes d'Europe occidentale au cours des 50 dernières années — la solution social-démocrate et la solution communiste — ne s'est montrée jusqu'à présent valable pour réaliser une transformation socialiste de la société, un changement du système. Si l'on ne commence pas par le reconnaître, ce qui est à la fois critique et auto-critique, on ne peut comprendre la nécessité de faire un tournant radical qui puisse aider à surmonter les causes qui, pendant les 50 dernières années, ont empêché le mouvement de la classe ouvrière des pays capitalistes avancés de fournir leur contribution décisive à l'avance du socialisme dans le monde. »

Amendola poursuit en déclarant que l'on doit examiner si les facteurs qui ont provoqué des scissions dans le mouvement ouvrier sont encore valables et si de nouvelles conditions ne se sont pas matérialisées qui puissent permettre un regroupement différent des forces de gauche en Italie. « En Italie, dit-il, la réunification ne peut être réalisée ni sur des positions social-démocrates ni sur des positions communistes. Ceci NE PEUT ETRE fait en raison du rapport des forces, et NE DOIT PAS être fait si nous voulons bâtir un nouveau parti. » (souligné par Amendola). Le nouveau parti, selon le leader communiste, doit être le parti de la voie italienne au socialisme, un parti où toutes les tendances trouveraient une libre expression, indépendamment de leurs philosophies. « Les communistes, s'empresse-t-il d'assurer à ses camarades, continueront évidemment leur combat marxiste au sein du parti unifié dans un débat démocratique permanent de leurs idées. »

Il en résulta immédiatement un scandale dans le P.C. italien qui s'étendit à toute la base et souleva l'indignation de nombreux secteurs. Le tournant d'Amendola montre une ouverture vers un système bipartite comme celui de l'Angleterre et constitue un pas en arrière par rapport à la position de la pluralité des partis défendue officiellement par le P.C. Il nie en substance la validité de la scission qui entraîna la formation du P.C. italien en 1921. Son insistance à souligner la « faillite du communisme » est de la même nature que les attaques social-démocrates contre le communisme, que les sociaux-démocrates identifient avec le stalinisme.

Ces critiques et d'autres encore furent aussitôt lancées contre Amendola par des militants de base. Entre temps, *Rinascita* publia deux articles contre les positions d'Amendola. L'organe officiel du P.S.I.U.P. exprima son désaccord avec celles-ci. Lelio Basso, le leader du P.S.I.U.P., opéra sa rentrée officielle sur la scène politique après une longue maladie, en participant à un débat public sur ce sujet, auquel assistèrent environ 400 militants communistes et socialistes. Dans ce débat, un discours de Livio Maitan, dirigeant trotskyste, fut applaudi par une partie importante de l'auditoire.

La question du parti unifié n'étant pas un problème concret car les conditions politiques n'existent pas pour celui-ci, l'effet immédiat de l'article d'Amendola fut l'ouverture officielle de la lutte de tendances au sein du P.C. sur un problème profondément ressenti par tous les secteurs du parti. Des dirigeants haut placés du parti se sont déclarés contre les positions contenues dans l'article d'Amendola.

### MANIFESTATION CONTRE LA VISITE DE TSCHOMBÉ

Après la déclaration faite par Togliatti dans son testament sur la nécessité de combattre les positions des Chinois au moyen d'une politique concrète envers le Tiers-Monde, le P.C. italien a à faire face au problème de montrer qu'une telle déclaration n'était pas seulement verbale. L'occasion en fut fournie avec la venue de Tschombé à Rome, le 10 décembre.

La situation est devenue plus chaude du fait que trois autres éléments se combinent avec cette nécessité pour la direction communiste :

- 1) une grande pression de la base, notamment de la Jeunesse communiste de Rome, pour l'action ;
- 2) l'occasion d'exploiter l'événement pour créer plus de difficultés et d'embarras aux socialistes dans le gouvernement ;
- 3) l'exaspération des manifestants par suite de l'extrême violence de la police. Il semble que celle-ci dépassa les instructions du ministre de l'Intérieur, agissant ainsi comme une force de classe manœuvrée par des forces politiques extérieures au gouvernement.

Des centaines de jeunes communistes manifestèrent les 10 et 11 décembre dans les rues de Rome contre le « Quisling », ainsi qu'ils qualifièrent Tschombé. Des centaines de policiers en civil se mêlèrent aux manifestants et les frappèrent sauvagement, en arrêtant beaucoup, qui furent d'ailleurs relâchés le même jour. Même des députés communistes furent frappés et arrêtés. Ceci provoqua une violente réaction au Parlement où les élus communistes et P.S.I.U.P. interpellèrent violemment le gouvernement.